
Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2016

Troisième trimestre 2016

Les délégués de la BNS entretiennent des contacts réguliers avec des entreprises des divers secteurs de l'économie. Le présent rapport se fonde sur les entretiens menés entre mi-juillet et fin août 2016 avec 208 chefs d'entreprise au sujet de la situation actuelle et future de leur entreprise et de l'économie en général. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre; elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Aline Chabloz
Rita Kobel

Selon les entretiens menés avec les chefs d'entreprise entre mi-juillet et fin août, l'économie suisse affiche une faible croissance au troisième trimestre 2016, tant par rapport au trimestre précédent qu'en comparaison annuelle. Cette évolution touche les trois secteurs. En ce qui concerne les marges, la situation est stable, mais reste tendue. Dans l'ensemble, les capacités de production restent sous-utilisées.

Pour les prochains mois, les entreprises s'attendent à ce que les chiffres d'affaires réels continuent d'augmenter légèrement. Elles tablent sur un redressement de la demande extérieure. Les marges devraient s'améliorer du fait des mesures d'accroissement de l'efficacité et de réduction des coûts, mais aussi grâce à l'innovation. La stabilité des cours de change explique en partie cette appréciation plutôt favorable.

Au cours des prochains mois, les effectifs devraient augmenter de façon marginale dans les services, mais continuer de baisser quelque peu dans l'industrie et la construction. La propension à investir reste très modérée.

Faible hausse des chiffres d'affaires dans l'ensemble
Dans l'industrie manufacturière, les chiffres d'affaires réels sont légèrement supérieurs à ceux enregistrés un an auparavant, ainsi qu'à ceux du trimestre précédent. L'amélioration de la situation économique est manifeste dans un grand nombre de branches, telles que l'industrie pharmaceutique, la production de denrées alimentaires et la fabrication d'équipements électriques. En revanche, la morosité conjoncturelle qui touche l'industrie horlogère perdure, voire s'est amplifiée.

En ce qui concerne les exportations, les ventes à destination de l'Allemagne demeurent plutôt dynamiques. L'Amérique du Nord et l'Europe du Nord sont elles aussi majoritairement considérées comme des débouchés soutenant la croissance. La demande asiatique a tendance à augmenter; un nombre croissant de signes indiquent que cette appréciation vaut particulièrement pour la Chine. En revanche, l'extrême faiblesse de la conjoncture en Russie et au Brésil pèse sur différentes branches. La demande se maintient à un niveau élevé dans le secteur automobile et dans celui de la technologie médicale, et est en hausse dans les transports aériens.

Dans la construction, la marche des affaires reste globalement favorable, notamment dans le bâtiment et le second œuvre. Dans les services, les chiffres d'affaires réels sont légèrement supérieurs à ceux du trimestre précédent. Cette évolution concerne de nombreuses branches, notamment les transports, le secteur du voyage, les technologies de l'information et l'hôtellerie. Le commerce de détail, qui continue certes de subir les retombées négatives du tourisme d'achat à l'étranger dans les régions frontalières, enregistre lui aussi des chiffres d'affaires un peu plus élevés qu'au trimestre précédent. La branche fait face à un changement structurel: tandis que certains commerces en ligne connaissent une forte croissance, d'autres détaillants tentent également de diversifier leurs activités dans ce domaine, avec des résultats néanmoins inégaux.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Persistance d'une sous-utilisation des capacités considérable

Les capacités de production des entreprises avec lesquelles les délégués ont mené des entretiens restent sous-utilisées dans l'ensemble. Ainsi, 45% des entreprises interrogées jugent l'utilisation des capacités plus faible qu'à l'accoutumée.

Dans l'industrie, plus de la moitié des entreprises interrogées indiquent une légère, voire une nette, sous-utilisation des capacités. Cette situation concerne presque toutes les branches. La sous-utilisation est particulièrement marquée dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux.

Dans la construction, l'utilisation des capacités techniques est meilleure qu'au trimestre précédent en données corrigées des variations saisonnières; cela vaut tant pour le secteur principal de la construction que pour le second œuvre. Les entreprises implantées dans les régions de montagne continuent à accroître la concurrence en plaine, ce qui est parfois mis en relation avec une insuffisance de projets immobiliers imputable aux conséquences de l'initiative sur les résidences secondaires.

Le secteur des services présente toujours une image contrastée, mais là aussi, les représentants des branches sont plus nombreux qu'au trimestre précédent à évoquer une sous-utilisation de l'infrastructure (c'est-à-dire principalement les surfaces de bureaux et de vente ainsi que les capacités dans les technologies de l'information et le transport). Cela touche notamment les banques, l'hôtellerie et le commerce.

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

Effectifs adéquats dans l'ensemble

Actuellement, les effectifs sont en général jugés conformes aux besoins. La situation varie toutefois d'un secteur à l'autre.

Dans l'industrie, les représentants de la plupart des branches signalent des effectifs légèrement trop élevés. Cette situation est plus marquée dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux. En raison de la faiblesse de l'activité dans l'horlogerie, quelques entreprises ont déjà introduit la réduction de l'horaire de travail; d'autres examineront cette mesure dans les prochains mois.

Dans la construction, les effectifs sont majoritairement adéquats, quoique légèrement insuffisants dans le bâtiment. En ce qui concerne les services, les effectifs sont un peu trop élevés dans le commerce de détail et dans l'hôtellerie, tandis que les entreprises de la branche des technologies de l'information et de la communication sont à la recherche de personnel. Les banques continuent d'étoffer leurs effectifs dans le domaine de la compliance.

Quant à la charge de travail liée au recrutement, les interlocuteurs estiment dans l'ensemble qu'elle s'est située dans la norme. Dans la construction, trouver du personnel spécialisé s'est avéré plus simple qu'auparavant. S'agissant de la pénurie d'ingénieurs souvent mentionnée – notamment dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux –, la situation s'est plutôt détendue. En revanche, le recrutement de personnel a exigé des moyens plus importants et a été plus difficile que d'habitude dans la branche des technologies de l'information. D'une manière générale, on constate en outre une légère augmentation de l'embauche de main-d'œuvre temporaire au détriment du personnel permanent afin d'accroître la flexibilité.

Pressions persistantes sur les marges

L'appréciation relative aux marges ne s'est guère modifiée; celles-ci restent inférieures au niveau considéré comme habituel. La moitié des entreprises interrogées jugent leurs marges plus faibles que d'ordinaire. Les prix de certains produits peuvent néanmoins être augmentés, surtout à l'étranger.

Les pressions sur les marges sont toujours vives dans l'industrie. Dans les services, les marges restent soumises à des pressions considérables dans le commerce, dans l'hôtellerie et dans le secteur financier.

Les anticipations d'évolution des prix d'achat et de vente indiquaient depuis longtemps un recul de ces deux paramètres. A présent, une stabilisation progressive se dessine.

Certaines informations concernant le marché immobilier confirment l'observation faite au trimestre précédent, selon laquelle les loyers des immeubles commerciaux sont parfois soumis à de fortes pressions, notamment dans les emplacements de premier choix.

Optimisme contenu

Pour les prochains mois, une légère augmentation des chiffres d'affaires réels est attendue dans l'ensemble. Les interlocuteurs du secteur des services sont particulièrement confiants; ceux de l'industrie le sont également, mais dans une moindre mesure. Cette appréciation s'explique entre autres par la stabilité des cours de change, par l'évolution attendue de la conjoncture étrangère et par les effets des mesures visant à accroître l'efficacité et à innover. Ces trois facteurs devraient entraîner une amélioration progressive des marges. Néanmoins, les plans d'investissement pour les douze prochains mois n'indiquent toujours pas de reprise des activités en la matière.

Pour ce qui est des plans d'embauche, les interlocuteurs du secteur des services tablent de nouveau sur une faible augmentation des effectifs dans presque toutes les branches, tandis que ceux de l'industrie et de la construction prévoient plutôt une légère compression des effectifs. Dans ce domaine, la situation n'a guère évolué depuis le trimestre précédent.

Les interlocuteurs perçoivent la baisse de la sécurité en Europe comme une menace. Selon eux, d'autres facteurs de risque sont le rapide changement structurel en Suisse, le poids de la réglementation ressenti de plus en plus fortement, les conséquences de la réforme actuelle de l'imposition des entreprises et les répercussions négatives de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse. En outre, le thème de la cybercriminalité a été évoqué plus fréquemment qu'auparavant. En revanche, l'impact négatif du Brexit – qui comptait encore parmi les sujets de préoccupation prédominants au trimestre précédent – n'a pratiquement jamais été abordé. Tandis que la plupart des interlocuteurs parviennent à s'accommoder des conditions de change actuelles et apprécient fortement la stabilité des cours, d'autres – notamment parmi les PME – les considèrent toujours comme un enjeu de taille. Le bas niveau des taux d'intérêt est considéré avec une inquiétude grandissante, aussi en raison de la situation future des institutions de prévoyance.

En ce qui concerne l'inflation (mesurée par l'indice des prix à la consommation), les entreprises tablent en moyenne sur un taux de $-0,2\%$ pour les six à douze prochains mois, comme au trimestre précédent. Pour les trois à cinq prochaines années, le taux d'inflation escompté s'inscrit à $0,5\%$ (soit une valeur identique à celle du trimestre précédent).

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 32 84
Fax: +41 (0)58 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien (Tendances conjoncturelles): www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2016